

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal de Palestine

N° 390 du 02 au 12.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Espagne vers le boycott d'entrée sur ses territoires aux officiers et responsables des crimes de guerre israéliens.

Tzipi Livni contre les propositions d'Ehud Olmert & pour « Le processus d'Annapolis »,

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Une tranquillité précaire dans les Territoires palestiniens.

5-2 Gérard Eizenberg: A propos de "désinformation".

6 Les brèves

6-1 Les Palestiniens luttent au nom de toute la nation.

6-2 Dialogue interpalestinien.

6-3 Des Palestiniens attaquent Israël en justice.

6-4 Karima... En terre de Palestine, s'accrocher à la vie est aussi un acte de résistance.

6-5 L'extrême droite israélienne.

6-6 Affrontements entre juifs et arabes à Saint-Jean-d'Acre.

7 Dossier

7-1 Point de vue de Daniel Levy : Appel à une « initiative Livni »

7-2 Point de vue de Jean Claude Lefort : M. Bernard Kouchner est aussi Docteur Folamour.

7-3 Point de vue de Gideon Lévy : Le tueur de l'année.

7-4 Point de vue de Abdallah Al-Achaal : La nouvelle politique états-unienne.

02 -10 au 12-10: Peuple Palestinien : 0 tué - 6 blessés
Occupants : 0 tué - 0 blessé

Tiré a part

Espagne vers le boycott d'entrée sur ses territoires aux officiers et responsables des crimes de guerre israéliens.

L'Espagne se prépare à interdire l'entrée dans ses territoires aux officiers et responsables israéliens responsables d'avoir commis des crimes de guerre à l'encontre des Palestiniens.

Dans un reportage diffusé aujourd'hui sur la chaîne libanaise /al-Jadid/, voyager pour ces hauts responsables israéliens à l'extérieur est devenu périlleux et dangereux, surtout pour ceux déjà impliqués dans des opérations de liquidation de civils palestiniens.

Selon la même source, Israël est engagé dans des pourparlers avec l'Espagne pour exhorter cette dernière à ne pas permettre à ses magistrats à lancer des mandats d'arrêt contre /4/ hauts responsables israéliens sur fond d'accusation de crimes de guerre.

6/10

Sana

07-10

15.000 colons se sont installés dans des colonies illégales en Cisjordanie en 2008, en dépit d'un engagement pris par le Premier Ministre israélien Ehoud Olmert de geler les activités coloniales, selon le quotidien israélien Ma'ariv. Dans un article intitulé «Le silence règlement »

Ma'ariv fait savoir que l'agrandissement de colonie s'est poursuivi en Cisjordanie et que environ 15.000 colons s'y sont installés depuis le début de 2008.

Lors de la conférence de paix internationale à Annapolis aux États-Unis, en Novembre 2007, Olmert a promis de geler l'expansion de colonies qui constitue un grand obstacle à la paix.

Wafa-

Tzipi Livni contre les propositions d'Ehud Olmert & pour « Le processus d'Annapolis »,

La ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, a prononcé hier son premier discours de politique étrangère depuis son élection à la tête du parti Kadima, rapporte le Haaretz. Mme Livni, qui s'exprimait en ouverture de la Conférence du ministère des Affaires étrangères pour la politique et la stratégie, en présence, notamment, de son homologue français, Bernard Kouchner, et du chef de la diplomatie palestinienne, Riyad al-Maliki, a

souligné que les négociations avec les Palestiniens se poursuivraient. « Le processus d'Annapolis se poursuivra », a-t-elle affirmé tout en soulignant qu'il ne fallait pas laisser des dates aléatoires ou des changements politiques interrompre un processus dont on ne peut exagérer l'importance.

Tzipi Livni a également réagi aux propos tenus la semaine dernière par le Premier ministre Ehud Olmert dans le Yediot Aharonot et selon lesquels Israël doit se retirer de presque tous les territoires conquis en 1967 pour parvenir à la paix avec les Palestiniens et avec la Syrie. « Ce qui compte ce n'est pas de comprendre quels sont les compromis nécessaires mais de bien mener les pourparlers », a-t-elle déclaré avant d'ajouter : « Des négociations politiques, cela se fait dans une pièce close et non dans les journaux ».

Lors de son entretien avec Bernard Kouchner, ajoute le Haaretz, la ministre des Affaires étrangères a expliqué pourquoi elle était opposée à l'accord de principe proposé par Ehud Olmert sur la question des frontières et des réfugiés. Selon elle, dans la situation politique actuelle, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmud Abbas, ne peut accepter un tel accord. Or, accuser les Palestiniens d'avoir fait échouer les négociations ne servirait à rien. « Je ne crois pas aux tentatives d'accélérer les choses, surtout dans la situation politique actuelle », a déclaré Tzipi Livni.

Le Maariv ajoute que, dans son discours devant la Conférence du ministère des Affaires étrangères, le ministre palestinien Riyad al-Maliki a condamné la colonisation en Cisjordanie qu'il a qualifié de « bombe à retardement ». Il a également critiqué l'attitude d'Israël depuis la conférence d'Annapolis. « On nous a promis qu'en 2008 nous aurions un Etat indépendant et qu'il y aurait un accord de paix, mais nous sommes déjà en octobre et nous perdons espoir », avant d'ajouter qu'un échec servira de prétexte au Hamas pour reprendre les violences.

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

06-10

Les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) ont arrêté douze personnes en Cisjordanie, aujourd'hui.

Des troupes israéliennes ont attaqué la ville de Ramallah et ont procédé à l'arrestation de cinq jeunes hommes, selon des témoins. On ignore dans l'immédiate l'identité des arrêtés.

Entre-temps, une unité spéciale israélienne est entrée dans le camp de réfugiés de Duheisha à Bethléem et a effectué des perquisitions, arrêtant quatre personnes a-t-on appris par un correspondant de WAFA. Trois autres ont été arrêtés par les FOI à Hébron, d'après la même source.

6/10 - WAFA

07-10

Selon une source de sécurité, des troupes israéliennes ont pris d'assaut la ville de Djénine et ouvert le feu semant la panique parmi la population. Elles ont effectué des perquisitions, procédant à l'arrestation de Thaér Jaradat et Youssif Marshoud.

Les soldats israéliens ont jeté des bombes lacrymogènes et des bombes sonores sur une dizaine de maisons faisant deux blessés.

WAFA

07-10

A Bethléem, une unité spéciale israélienne a pénétré dans le camp de réfugiés de Dêhisha, au sud de la ville, et ont arrêté cinq jeunes hommes, selon des témoins.

WAFA

Yom Kippour: Israël impose un bouclage de la Cisjordanie

L'armée israélienne a bouclé la Cisjordanie occupée à l'occasion de la fête juive de Kippour qui commence mercredi soir.

"Ce bouclage restera en vigueur jusqu'à vendredi à 08h00 locale (06h00 GMT)", a-t-il ajouté en précisant que cette mesure ne concerne ni les cas humanitaires ni certaines catégories professionnelles qui seront autorisés à se rendre en Israël depuis le territoire palestinien.

"Nous avons procédé à un déploiement maximum de nos forces sur l'ensemble du territoire et effectuons des vérifications sécuritaires systématiques", a de son côté affirmé le porte-parole de la police Micky Rosenfeld.

Robert ASSARAF

(Mercredi 08 septembre 2008 - Avec les agences de presse)

08-10

Les Forces d'Occupation Israélienne (FOI) ont arrêté, mercredi, deux militants du mouvement de Jihad Islamique dans la ville de Djénine en Cisjordanie.

Selon des sources au sien du dit mouvement, des troupes israéliennes ont pris d'assaut, à l'aube, le village de Qabatiya, au sud de Djénine et ont effectué des perquisitions, pendant lesquelles, les soldats ont utilisé des bombes sonores pour semer la panique parmi la population.

Les FOI ont procédé à l'arrestation de Hani Kumeil et Maysara Kumeil qui font partie au Jihad Islamique.

WAFA

08-10

Des colons ont blessé trois Palestiniens dans la ville d'Hébron en Cisjordanie.

Une dizaine de colons de Kéryat Araba'a ont, sévèrement agressé, Mme Soa'ad Naji selon des témoins. Près de la dite colonie, les colons ont, également, agressé les deux frères Kayed et Fayez Himeidan, aux yeux des soldats israéliens.

D'après un correspondant de WAFA, les Forces d'Occupation israélienne se sont déployées massivement autour de la colonie.

WAFA-

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 5.585
Palestiniens blessés	: 52.918
Internationaux blessés	: 201 (chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.151 (369 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6.509 (492 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

Répression israélienne contre les Palestiniens :

Dans un rapport publié aujourd'hui à l'occasion du 9e anniversaire de l'Intifada d'El Aqsa, le département des relations nationales et internationales de l'OLP a souligné que « l'occupation israélienne a commis un véritable terrorisme d'Etat à l'encontre des palestiniens qui sont victimes de toutes les formes de répression, de massacres et de crimes de guerres ».

Parmi les martyrs palestiniens, victimes de cette répression, figurent 1010 enfants de moins de 18 ans, près de 340 femmes, 664 élèves et

11 journalistes, précise le rapport qui ajoute que plus de

33 000 Palestiniens ont été tués par balles et 7500 citoyens dont 3600 souffrent de handicap permanent des suites de mauvais traitements des forces d'occupation.

15 000 cas d'asphyxie ont également été enregistrés durant cette même période.

Le département des relations nationales et internationales souligne dans son rapport que 247

Palestiniens ont été victimes du blocus imposé sur Ghaza et 86 autres ont été blessés dans des marches pacifiques de protestation contre le mur de séparation raciste.

8300 habitations palestiniennes ont été détruites par l'armée d'occupation dont 900 maisons à El Qods occupée sous prétexte qu'elles ne disposaient pas de permis de construire, indique le rapport qui précise que plus de 70 000 autres habitations ont également été détruites lors d'invasion israéliennes et des dizaines de milliers de Palestiniens ont été chassés de leurs maisons.

Le rapport note par ailleurs que les autorités israéliennes mènent une course effrénée pour la judaïsation d'El Qods en intensifiant leurs activités de colonisation, soulignant que « l'année dernière l'occupation israélienne a achevé la construction du mur de séparation en vue d'isoler totalement la ville ». Le rapport affirme en outre que plus de 65 000 Palestiniens ont été détenus au cours des huit dernières années.

11 000 détenus vivent dans des conditions très difficiles causant la mort de 76 détenus depuis le début de l'Intifada d'El Aqsa. Le rapport précise dans le même contexte que quelque 630 barrages militaires sont érigés par l'occupation israélienne affectant la liberté de mouvement de toute la population palestinienne.

El Watan (Algérie)

3 Politique

a) Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Abbas souhaite la poursuite des pourparlers avec Livni

Le Haaretz rapporte que lors de sa rencontre avec Bernard Kouchner, avant-hier, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmud Abbas, a fait part de son intention de poursuivre les négociations avec Tzipi Livni, une fois que cette dernière aura formé un nouveau gouvernement. M. Abbas a ajouté que l'Égypte menait actuellement des contacts intensifs afin de parvenir à une réconciliation entre Fatah et Hamas et à une réunification de la bande de Gaza et de la Jordanie.

Une délégation du Hamas doit en effet se rendre demain au Caire pour des réunions préparatoires en vue d'une rencontre entre Fatah et Hamas qui devrait se tenir début novembre. Les Égyptiens auraient demandé au Hamas d'accepter la création d'un gouvernement de fonctionnaires jusqu'à la tenue d'élections législatives et présidentielles anticipées. Le porte-parole du Hamas a toutefois fait savoir que l'organisation était fermement opposée à ce que les élections aient lieu avant janvier 2009.

1-3 Sur le terrain.

Attentat déjoué par les forces de l'ordre palestiniennes

Selon des sources palestiniennes citées par le Haaretz, les renseignements généraux palestiniens en Cisjordanie ont arrêté il y a près de trois semaines à Hébron deux activistes du Hamas en possession d'armes et d'une ceinture d'explosifs destinée, semble-t-il, à commettre un attentat sur le territoire israélien.

Suite à cette arrestation le Hamas a publié, pour la première fois, un communiqué appelant ses hommes à s'opposer par la force aux tentatives d'arrestation de la part de l'Autorité palestinienne.

Toutefois, jusqu'à présent aucune arrestation n'a donné lieu à un affrontement entre membres du Hamas et forces de l'ordre palestiniennes en Cisjordanie.

1-5 Négociations.

Hamas : Les déclarations de Kouchner prouvent que les négociations ne sont que des comédies.

Le mouvement du Hamas a considéré que les déclarations du ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, qui a écarté la possibilité de parvenir à une "paix" entre les Palestiniens et les Israéliens d'ici la fin de cette année, indiquent clairement que les négociations avec l'occupation ne sont que des comédies médiatiques.

Le porte-parole du Hamas Fawzi Barhoum a dit à la presse, aujourd'hui dimanche 10/5, que Kouchner a démontré que toutes les négociations avec l'ennemi sioniste n'étaient qu'une fabrication et une propagande médiatique pour tromper l'opinion publique palestinienne et mondiale.

"Il a montré la fausse politique américaine qui a tenté de convaincre l'opinion publique mondiale qu'un accord israélo-palestinien allait avoir lieu, avant la fin de cette année", a-t-il ajouté.

Le porte-parole du Hamas a dit que le Hamas a toujours affirmé que les négociations avec l'occupation ne servent qu'à tromper l'opinion palestinienne et mondiale avec l'existence d'un processus de paix pour 2008.

"L'occupation israélienne ne s'attache aux négociations que pour liquider la question palestinienne légitime et s'emparer davantage des droits du peuple palestinien", a poursuivi Barhoum.

5/10

CPI

1-6 Gouvernement cherche coalition désespérément...

Abou Marzouk : on va discuter avec les égyptiens des moyens pour créer un gouvernement d'entente.

Le vice-président du bureau politique du Hamas, Moussa Abou Marzouk, a espéré que la prochaine rencontre, prévue ce mois-ci, au Caire va contribuer à des résultats constructifs pour entamer un dialogue palestinien interne, et trouver des solutions à la situation palestinienne concernant l'unité nationale palestinienne et les accords signés ensemble.

Le vice-président du bureau politique du Hamas, Moussa Abou Marzouk, a espéré que la prochaine rencontre, prévue ce mois-ci, au Caire va contribuer à des résultats constructifs pour entamer un dialogue palestinien

interne, et trouver des solutions à la situation palestinienne concernant l'unité nationale palestinienne et les accords signés ensembles.

Abou Marzouk a dit dans une déclaration à la presse, le samedi 4/10, que la réunion prévue, le 7/10, entre le Hamas et le côté égyptien, va se pencher sur les questions essentielles dont le désaccord palestinien, la réorganisation des services sécuritaires, la formation du gouvernement d'entente, les élections présidentielles et la réconciliation palestinienne interne.

A propos de l'achèvement du mandat du Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, le 9 Janvier prochain, Abou Marzouk a dit : "la loi fondamentale palestinienne n'a pas traité cette question et Mahmoud Abbas doit se conduire de façon responsable".

6/10

CPI

Les pourparlers du Caire qualifié de positifs.

Les personnalités palestiniennes se sont félicitées des résultats des pourparlers inter palestiniens du Caire. Mustapha Barghouthie, chef de la fraction « Initiative nationale » et député du parlement a souhaité que le processus du dialogue se poursuive et que les divergences disparaissent. « Nous espérons que dans la foulée les comités d'expertise soient créés et que ce fait permette au Hamas et au Fatah d'élargir leur dialogue. Ismael Rezvan, porte parole du Hamas s'est également félicité de la création de ces comités. Mahmoud Al Zahar a lui aussi qualifié de positifs les pourparlers du Caire et a souhaité leur poursuite.

10 Octobre

IRIB

1-9 Action & déclaration palestinienne contre la politique colonialiste en général Al-Khoudri appelle à des poursuites judiciaires contre l'occupation

Le chef du comité populaire contre le blocus Jamal Al-Khoudri a appelé, aujourd'hui dimanche 5/10, les syndicats, les organisations de soutien au peuple palestinien et l'ONU à trouver de véritables solutions au chômage qui a frappé avec violence les habitants de la bande de Gaza à cause du blocus arbitraire et injuste imposé par l'occupation et ses alliés.

Al-Khoudri a appelé les syndicats des travailleurs à œuvrer ensemble pour soutenir les Palestiniens et lancer des procès judiciaires devant les cours internationales contre la continuation du blocus imposé par l'occupation et ses alliés contre les Palestiniens.

Il a souligné que les ouvriers palestiniens et leurs familles dans la bande de Gaza et la Cisjordanie vivent dans des conditions très difficiles.

"140.000 travailleurs palestiniens ont perdu leurs emplois à cause de la continuation du blocus qui a causé la fermeture de 97% des usines dans la bande de Gaza, après l'expiration et l'interdiction des matières premières par l'occupation", a-t-il confirmé.

"L'économie de Gaza est en ruine, malgré la signature de l'accord de l'accalmie en juin 2008 qui exige la levée du blocus et des restrictions sur les livraisons des matières premières", a-t-il ajouté.

6/10

CPI

Curie : L'instauration de la paix requiert l'arrêt de toutes les formes de colonisation

Lors d'un entretien samedi avec le ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner à Ramallah M. Curie a abordé les derniers développements dans les territoires palestiniens occupés, notamment en ce qui concerne le processus de négociations israélo-palestiniennes.

Il a mis l'accent sur la nécessité de geler les activités coloniales et la construction du Mur de l'Apartheid en Cisjordanie, tout en appelant à une intervention prompte de la part de la communauté internationale pour mettre un terme aux violations commises par Israël dans la ville sainte de Jérusalem. Curie a fait part à son hôte d'opérations militaires, d'arrestations quotidiennes, et d'autres actes de violence commis par l'armée israélienne en Cisjordanie.

Il a qualifié de difficile le processus de négociations israélo-palestiniennes; ' mais nous rejetons tout accord intérimaire ou partiel.'

Pour sa part, le chef de la diplomatie française a appelé Israël à faciliter la circulation des Palestiniens en Cisjordanie et à supprimer les barrages militaires qui séparent entre les villes et les villages palestiniens.

Il a souligné qu'il fallait mettre un terme au grandissement de colonies qui met en danger la solution de deux Etats indépendants.

6/10

WAFa

1-13 Prisons & tortures - Déclaration et situation dans les geôles israéliennes.

Au siège de la Croix-Rouge, les familles de captifs palestiniens protestent

Les familles de captifs palestiniens enfermés dans les prisons de l'occupation israélienne ont participé, dans le siège du comité international de la Croix-Rouge, dans la ville de Gaza, à un sit-in de protestation contre les

autorités de l'occupation israélienne. En fait, ces autorités continuent à leur interdire de rendre visite à leurs proches enfermés dans leurs prisons.

En même temps que les familles protestent contre cette interdiction, elles protestent également contre l'agression dont les captifs sont le sujet, quotidiennement.

A remarquer que les forces israéliennes d'occupation interdisent aux familles des captifs de rendre visite à leurs proches enfermés dans les prisons de l'occupation israélienne. Cette interdiction se fait depuis une quinzaine de mois, sous de faux prétextes.

Depuis, les familles ne connaissent plus les nouvelles des leurs. Cette décision d'interdiction touche environ 900 familles, dont des membres moisissent dans les prisons de l'occupation israélienne depuis plusieurs longues années.

02/10/

CPI

Rapport : les captives s'exposent à plus de 20 violations dans les prisons de l'occupation

Un centre juridique des droits des captifs a dévoilé les grandes souffrances dont s'exposent, quotidiennement, les captives palestiniennes dans les prisons de l'occupation.

Plus de 20 sortes de violations ont été enregistrées à partir de la première minute de l'arrestation des captives et jusqu'à leur libération dont voici les plus importantes :

- La mesures brutales contre la captive lors de l'arrestation devant ses parents ou ses enfants.
- Les méthodes d'enquête sauvages et les tortures physiques et psychologiques.
- La privation des enfants.
- La négligence médicale aux femmes enceintes prisonnières.
- Les enchaînements pendant l'accouchement.
- Les formes de punitions dans les prisons de l'occupation dont les isolements, l'utilisation de la force et les amendes.
- L'incarcération dans des endroits qui ne sont pas dignes pour un être humain.
- Les provocations et les inspections à toute heure par l'administration des prisons.
- Les insultes, les agressions sauvages et l'utilisation du gaz lacrymogène.
- Les mauvais traitements lors de leurs sorties des tribunaux, ainsi que pendant les visites et les transferts d'un appartement à un autre à l'intérieur des prisons.
- Les grands obstacles pour l'introduction des livres aux prisonnières qui passent la plupart du temps dans leurs cellules.
- Les difficultés pour accomplir leurs rites religieux.
- La mauvaise qualité et quantité des nourritures.
- Lors de l'isolement des captives elles sont rejetées près des criminelles juives.
- Les chambres sont surpeuplées où la situation est insupportable.
- Le manque des produits de nettoyage.
- L'interdiction aux parents d'introduire des vêtements aux prisonnières.
- Le manque d'attention aux enfants et nourrissons des captives et de leurs besoins alimentaires.

Le centre a souligné que le nombre des captives qui souffrent énormément dans les prisons de l'occupation a dépassé 70 personnes dont 50 ont été jugées et condamnées à différentes peines, alors que 15 autres sans jugement et 5 autres dans les détentions administratives.

Le centre juridique a condamné les violations flagrantes dans les prisons de l'occupation, où se trouvent 11600 captives et captifs palestiniens dont environ 340 enfants et le plus petit enfant captif, Youssef Rezaq fils de Fatima Rezaq, s'exposent aux violations sionistes sauvages dans plus de 25 prisons centres d'incarcération et postes d'enquêtes.

9/10

b) Politique Israélienne

Olmert - Livni

Ehoud Olmer Premier ministre israélien a été contraint de démissionner.

La ministre des Affaires Étrangères Tzipi Livni est chargée de former un nouveau gouvernement. Cette ancienne agent du Mossad, les services secrets israéliens, n'est pas tendre. Face à l'Iran qu'elle qualifie de « Brute de quartier » elle affirme que « L'option militaire est toujours sur la table ».

D'autres ministres ont aussi prononcé de telles menaces, qui s'inspirent de la doctrine Bégin.

Celle-ci stipule que l'état Hébreu s'autorise à agir seul contre la volonté du monde si son existence est menacée.

Cette raison a été invoquée pour qu'Israël se dote de l'arme nucléaire.

En 1981, avec le feu vert des États-Unis, Israël avait bombardé et détruit la centrale nucléaire irakienne D'Osirak.

En septembre 2007 des installations nucléaires syriennes ont été bombardées.

Le Proche Orient reste un baril de poudre.

Livni veut parvenir à un accord de paix israélo-palestinien

06-10

Les discussions de paix au Proche-Orient vont se poursuivre Cette déclaration a été faite ce dimanche par Livni. La ministre israélienne des affaires étrangères s'exprimait lors d'une conférence régionale, en présence de ses homologues français et palestinien.

C'était surtout la première fois que Tzipi Livni prenait la parole officiellement depuis qu'elle a été chargée de former un gouvernement en remplacement d'Ehud Olmert.

Dans son allocution, elle a redit son attachement au processus d'Annapolis, engagé il y a un an. Un processus censé aboutir à un accord de paix israélo-palestinien d'ici au mois de janvier prochain. Mais les observateurs estiment que cette échéance est difficilement tenable.

D'abord, il faut régler la situation en Israël, arriver à constituer dans les prochaines semaines une équipe pour succéder à Ehud Olmert, démissionnaire. Et puis, - c'est ce qu'a souligné le ministre palestinien des affaires étrangères, il faut attendre l'issue de la présidentielle aux Etats-Unis, début novembre.

AP - 6 octobre

Olmert : Israël devrait se retirer de Cisjordanie et de Jerusalem Est.

Extrait : Ehoud Olmert se livre à une autocritique radicale de ses conceptions et de la politique israélienne. Lors d'une interview accordée à Yediot Aharonot, il a déclaré qu'Israël devrait se retirer de la quasi totalité de la Cisjordanie et de Jérusalem Est pour réaliser la paix avec les Palestiniens. Il a également qualifié de « mégalomaniaques » les suggestions d'attaquer l'Iran. Pour lui, le temps est venu d'abandonner la vision uniquement militaire des questions de sécurité qui prévaut en Israël et qu'il juge « dénuée de valeur ». Pourquoi si tard ? Chaque homme politique responsable en Israël connaît les paramètres de l'accord, mais bien peu ont le courage de l'assumer publiquement. Puissent les paroles d'Olmert contribuer à faire sauter ce tabou.

2 octobre

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2218

2-1 Processus de paix.

Livni contre les propositions d'Olmert

La ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni a déclaré dimanche à son homologue français Bernard Kouchner qu'elle s'opposait aux propositions d'Ehoud Olmert faites lors des fêtes de Rosh Hashana au président de l'Autorité palestinienne.

A savoir : un retrait des Territoires, de Jérusalem-est et d'une partie du Golan.

"Nous avons déjà passé le stade où Israël doit prouver sa volonté de faire la paix avec tout le monde", a affirmé la chef de la diplomatie israélienne lors de la conférence du ministère des Affaires étrangères pour la politique et la stratégie.

Selon Livni, "l'Etat hébreu veut la paix avec tous ses voisins, incluant la Syrie, le Liban et les Palestiniens", chose que son pays a prouvé à de nombreuses reprises lors des négociations de paix, et en évacuant la bande de Gaza.

Cependant, la ministre a ajouté que le problème pour Israël n'était pas seulement de savoir quelles concessions sont nécessaires pour parvenir à un accord : "nous avons également une autre responsabilité : avancer correctement dans ce processus [de paix]."

"L'Etat juif rêve de paix, mais ses pieds sont plantés dans une réalité qui n'est pas simple", a conclu la ministre des Affaires étrangères.

H. KEINON

10.06.08- The Jerusalem Post

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1222017469639&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

2-3 Sur le terrain .

Les autorités israéliennes empêchent les paysans de Tell de récolter leurs olives.

07-10

Les Forces d'Occupation israéliennes (FOI) ont empêché les paysans du village de Tell près de Naplouse de récolter leurs olives, selon le Mouvement de Solidarité Internationale (ISM) .

Il est prévu que Campagne de cueillette des olives 2008 commence le 15 octobre, mais les villageois de tell ont décidé de récolter leurs olives dix jours plus tôt, car ils craignent que les colons Harvat Gilad volent les olives qui sont déjà tombées par terre.

Alors que les villageois étaient en train de commencer la cueillette, dimanche dernier, aux yeux des colons, la police israélienne est arrivée et a ordonné aux villageois de sortir de leurs oliveraies a rapporté ISM.

Les activistes internationaux qui ont été présents sur le lieu ont contacté le Bureau de Coordination du district de Naplouse, pour obtenir un permis pour la cueillette, mais ils n'ont reçu aucune réponse. Puis les soldats israéliens sont arrivés dans l'oliveraie, et ont également ordonné aux villageois et aux pacifistes étrangers de partir et ont déclaré la zone comme une 'zone militaire fermée». La prise de cette mesure dans une telle situation, où il n'y avait pas de menace apparente pour la sécurité des colons ou des forces israéliennes, constitue une violation flagrante des lois régissant sa mise en application, souligne ISM. En 2006, la Haute Cour israélienne a ordonné aux forces d'occupation israélienne d'autoriser les Palestiniens à terminer la cueillette jusqu'à la dernière olive.
WAFA

La crise financière pourrait accélérer les négociations entre parti travailliste et Kadima

Le président du parti travailliste, Ehud Barak, et la présidente du parti Kadima, Tzipi Livni, se sont réunis hier autour d'experts économiques afin de débattre de l'élargissement du budget 2009.

Le parti travailliste réclame en effet que le budget soit augmenté de 2,5 % par rapport à 2008, tandis que Kadima et le ministère des Finances préconisent une augmentation de seulement 1,7 %.

Selon de hauts responsables travaillistes cités par le Haaretz, cette réunion avait en réalité pour but de parvenir à un compromis, l'opinion générale des experts étant que l'augmentation du budget était une question marginale si l'on considère la crise qui menace l'économie israélienne. Un ministre travailliste déclarait hier la situation économique a changé la donne et que maintenant, il faut tout faire pour former un gouvernement, quitte à faire des compromis concernant le budget. « Ce n'est pas le moment pour des élections », a-t-il affirmé.

Lors du conseil des ministres d'hier, Ehud Barak a appelé le gouvernement à intervenir activement face à la crise. Hier, la bourse de Tel-Aviv a connu une forte baisse, l'indice Tel-Aviv 100 chutant de 7,1 %./.

Editeur : [La France en Israël](#)

<http://194.90.243.96>

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

Polémique humanitaire à Gaza

Une délégation de l'organisation humanitaire des médecins pour les droits de l'Homme (PHR-Israël) passera deux jours dans la bande de Gaza à partir de mercredi.

Seul le personnel arabe a reçu l'autorisation du Shin Bet (les services de sécurité intérieure israéliens) d'entrer à Gaza.

Les membres juifs de l'organisation ont quant à eux dû abandonner le projet.

Le groupe comprend un chirurgien, un orthopédiste et un oncologue ainsi qu'un psychologue et un assistant social. En plus d'opérations chirurgicales, des examens médicaux seront effectués à l'hôpital Shifa de Gaza City ainsi qu'à l'hôpital européen de Khan Younés.

Il s'agit de la sixième expédition de ce genre pour PHR-Israël qui déclare être l'unique organisation israélienne à se rendre à Gaza depuis juin 2007 –

Ron Yaron, chef du département des "territoires occupés" de PHR-Israël a déclaré que les intentions de la délégation sont "d'aider les patients interdits d'entrée en Israël pour des raisons de sécurité". Par ailleurs, le fait que le personnel juif ne soit pas autorisé à mener cette opération constitue un acte de "discrimination", selon Yaron.

JUDY SIEGEL-ITZKOVICH

10.08.08

The Jerusalem Post

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1222017496221&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

La Ligue arabe.

06-10

La Ligue arabe a mis en garde contre la campagne de judaïsation sans précédent menée par les forces d'occupation israéliennes à l'alentour de la Mosquée d'al-Aksa, prévoyant l'établissement de /60/ nouvelles unités à des centaines de mètres de la mosquée.

Selon un rapport publié aujourd'hui par la Ligue sur la Palestine et les territoires arabes occupés, les autorités d'occupation ont effectivement commencé l'établissement de l'infrastructure de la position après la saisie par

des organisations d'implantation sionistes de superficies des territoires arabes dans la ville sainte. Le rapport a précisé que des organisations et sociétés juives sionistes procèdent à des campagnes médiatiques pour propager ledit projet en insistant sur l'existence d'unités d'implantation près de la mosquée à laquelle on pourrait arriver à pieds.

Le rapport a affirmé qu'Israël impose des restrictions difficiles aux Palestiniens pour obtenir des permis de construction dont la valeur d'un seul permis s'élève à /30/ mille dollars américains.

Raghda Bittar

6/10

Sana

Égypte

Israël doit cesser de faire durer les négociations avec les Palestiniens (Moubarak)

Le président égyptien Hosni Moubarak a mis en garde Israël contre la tendance à "faire Hosni à "faire traîner en longueur" les négociations de paix avec les Palestiniens.

"Les négociations doivent progresser, car ni l'obstination, ni les pressions, ni les tentatives de gagner du temps pour mettre l'autre partie devant le fait accompli n'amèneront le peuple palestinien à renoncer à ses droits", a-t-il déclaré dans une interview aux médias égyptiens.

Selon M. Moubarak, "l'histoire du conflit arabo-israélien démontre que l'occupation ne peut durer éternellement et que les droits ne disparaissent avec le temps".

Le leader égyptien a espéré que les événements survenus dans la vie politique intérieure d'Israël et les prochaines élections aux Etats-Unis n'auraient pas d'impact négatif sur les efforts tendant vers la paix, et que les négociations palestino-israéliennes seraient poursuivies.

M. Moubarak a accordé son interview à l'occasion du 35e anniversaire de la guerre d'octobre 1973 entre Israël et des pays arabes, également appelée "la guerre du Kippour".

L'opération militaire alors lancée par Le Caire dans le Sinaï a abouti à une victoire longtemps attendue de l'Égypte dont les troupes avaient subi une défaite dans la guerre arabo-israélienne de 1967.

6 octobre

RIA Novosti.

b) Le Monde

1 Usa (le parrain)

2 Les grandes manœuvres

Des soldats US s'engagent avec les Egyptiens pour la recherche des tunnels à Rafah...

Le journal hébreu Yediot Ahronot a révélé la présence de soldats américains habillés en civils qui travaillent avec les soldats égyptiens, durant ces dernières semaines, pour détecter des tunnels le long de l'axe appelé "Philadelphie", entre l'Égypte et la bande de Gaza.

Le numéro de ce journal paru le 2/10 a indiqué que les travaux des dernières semaines ont conduit à des résultats très importants. Il a souligné qu'environ 42 tunnels ont été découverts grâce à la technologie américaine et les spécialistes de l'armée secrète de "l'Ingénierie Américaine".

Le journal Yediot Ahronot a dit que durant la visite du ministre de la guerre Ehud Barak, en Égypte, il y a six mois, un accord a été signé entre les deux parties pour faire venir des troupes américaines qui appartiennent à l'armée secrète "l'Ingénierie Américaine", sur les frontières entre l'Égypte et la bande de Gaza, pour activer des systèmes développés aux États-Unis et découvrir les tunnels.

Selon le journal hébreu, les spécialistes américains habillés en civils sont arrivés dans la région, il y a quelques semaines, et ont commencé leur mission le long de l'axe de Philadelphie (Salah Eddine), travaillant secrètement.

Les tunnels sont la seule issue pour les habitants de Gaza pour avoir une partie de leur besoin en nourriture, en médicaments et pour obtenir d'autres produits nécessaires à la vie, après que l'occupation a imposé un blocus très sévère et illégal contre les Palestiniens, blocus qui dure depuis plus de 15 mois afin de casser leur volonté solide et frapper totalement leur résistance nationale.

5/10

CPI

3 Politique colonialiste

Un haut intellectuel US critique la politique de son pays envers le Hamas

Extrait

L'un des plus éminents philosophes et penseurs politiques contemporains a critiqué fortement la politique injuste de l'administration des États-Unis envers le Hamas, vainqueur des dernières élections démocratiques. Francis Fukuyama a considéré dans un article publié, cette semaine, par le magazine "Newsweek", que le Moyen-Orient est un champ de mines pour toute l'administration américaine.

"L'Amérique soutient des alliés non démocratiques et refuse de traiter avec le Hamas et le Hezbollah qui ont pris les rênes du pouvoir à travers des élections libres et démocratiques", a-t-il souligné.

"Les États-Unis ont mis fin à toute crédibilité pour défendre les libertés", a-t-il ajouté.

09/10

CPI

7 Commission Européenne

Kouchner propose un rôle européen accru.

Le chef de la diplomatie française Bernard Kouchner a proposé samedi que l'Union Européenne joue un rôle politique plus important dans le processus de paix israélo-palestinien tout en estimant peu probable un accord d'ici à la fin de l'année.

"Si les protagonistes israéliens, palestiniens ainsi que les Américains qui sont à l'origine du processus lancé à la conférence d'Annapolis (fin 2007) nous le demandaient, nous répondrions positivement afin que l'Union Européenne joue un rôle plus grand dans la région", a dit Bernard Kouchner à l'issue d'une rencontre avec le président palestinien Mahmoud Abbas à Ramallah (Cisjordanie).

"Le rôle des Américains sera moins évident dans les mois qui viennent", a ajouté M. Kouchner, en faisant allusion à la présidentielle américaine du 4 novembre.

Le ministre, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE, a également souligné qu'il ne s'agissait "pas d'être contre les Américains mais d'être avec eux et de proposer".

Le président Abbas a pour sa part affirmé que les Palestiniens demandaient "un rôle politique plus important pour l'Europe car elle peut jouer un rôle dans ce processus, non pas en tant qu'alternative aux États-Unis mais comme un complément".

Le ministre français a par ailleurs souligné qu'Israël allait connaître une "période difficile jusqu'à ce que la situation politique se stabilise", tout en rendant hommage à son homologue israélienne Tzipi Livni, chargée de former un nouveau gouvernement pour succéder au Premier ministre Ehud Olmert.

"Je la connais bien. Je suis heureux qu'elle ait été choisie par le parti Kadima (...), je n'ai pas peur qu'elle abandonne le processus de paix", a affirmé M. Kouchner.

Impliqué dans des scandales de corruption, Ehud Olmert est démissionnaire et Mme Livni lui a succédé à la tête du parti centriste au pouvoir.

A propos d'un éventuel accord israélo-palestinien d'ici à la fin de l'année, le ministre français s'est montré sceptique.

"Nous étions supposés disposer d'un document, pas d'un résultat définitif mais de quelque chose, avant la fin de l'année, et nous savons tous à présent que cela prendra un peu plus de temps", avait auparavant affirmé M. Kouchner à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre palestinien Salam Fayyad.

"Il est important d'aller de l'avant sur la même voie. Je ne sais pas si nous verrons un État palestinien avant la fin de l'année, mais je sais que cet État est absolument nécessaire, c'est une clef indispensable. Nous avons besoin d'un tel État", a-t-il affirmé.

Selon lui, "un État palestinien indépendant et démocratique sera le garant de la sécurité d'Israël".

Interrogé sur une force européenne qui serait déployée dans les territoires palestiniens en vue de faciliter la mise en oeuvre d'un éventuel accord, le ministre a affirmé : "c'est une bonne idée qui a déjà été présentée, elle n'est pas nouvelle, qu'il s'agisse d'observateurs ou d'une force européenne. On y a déjà réfléchi".

Qualifiant M. Kouchner d'"ami du peuple palestinien", M. Fayyad a salué "la position très en pointe de la France au sein de l'Union européenne".

Bernard Kouchner a entamé samedi une visite en Cisjordanie et en Israël destinée à plaider pour le maintien des efforts de paix, dans un contexte d'incertitudes politiques en Israël et aux États-Unis.

Selon son programme, M. Kouchner doit s'entretenir dimanche avec les principaux dirigeants israéliens, notamment M. Olmert et Mme Livni.

Sa visite s'inscrit dans la foulée de la réunion du Quartette (États-Unis, Russie, ONU, UE) la semaine dernière à New York, qui a appelé les deux camps à "déployer tous les efforts nécessaires" pour conclure un accord de paix avant la fin de l'année.

AP

4 octobre

2 Europe

2 France

Kouchner craint l'oubli du processus de paix au Proche-Orient

04-10

Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a prévenu samedi qu'il craignait que les élections américaines, le changement de gouvernement en Israël et les tensions avec l'Iran fassent oublier le processus de paix au Proche-Orient.

Kouchner a rencontré le Premier ministre palestinien Salam Fayyad à Djénine, en Cisjordanie, et a ensuite vu le président Mahmoud Abbas à Ramallah. Des entretiens avec les dirigeants israéliens sont prévus dimanche. "Mon souci, et ce que je ne veux pas voir arriver, c'est que le changement d'administration américaine, la formation d'un nouveau gouvernement en Israël, ainsi que l'inquiétude avec l'Iran poussent tout le monde à oublier le processus de paix dans la région", a déclaré Kouchner.

La ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, a été chargée de former un nouveau gouvernement, à la suite de la démission le mois dernier du Premier ministre Ehud Olmert. Elle est également chargée de mener les négociations de paix avec la délégation palestinienne.

Lors d'une conférence de presse avec le chef de la diplomatie française, Mahmoud Abbas a dit sa confiance de voir Livni poursuivre les négociations de paix.

"Nous pensons qu'elle va continuer sur cette voie, en vue de l'établissement de l'Etat palestinien, ce qui sera dans l'intérêt d'Israël et répondra aux aspirations des Palestiniens", a-t-il dit.

Kouchner a déclaré pour sa part "ne pas craindre que Livni renonce à son rôle dans les négociations."

De l'avis de diplomates et responsables palestiniens, israéliens et occidentaux, il est très improbable qu'un accord de paix soit conclu avant la fin de 2008, comme le souhaite l'administration Bush.

Côté palestinien, on anticipe une suspension des négociations jusqu'à la prise de fonction des nouveaux gouvernements américain et israélien.

Reuters

4 octobre

Les efforts de paix au Proche-Orient ne peuvent pas attendre, selon Kouchner

05-10

Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a affirmé dimanche à Jérusalem qu'il espérait que l'incertitude politique en Israël et aux Etats-Unis ne nuira pas aux efforts de paix au Proche-Orient.

Bernard Kouchner effectue une visite dans la région pour s'entretenir avec des dirigeants israéliens et palestiniens. Il a rencontré dimanche le Premier ministre israélien Ehoud Olmert et d'autres responsables de l'Etat hébreu.

Le chef de la diplomatie française a souligné qu'on lui avait fait part de "réels progrès" dans le processus de paix au cours de ses discussions. Mais il a confié qu'il craignait que tout le monde attende une clarification de la situation politique en Israël et aux Etats-Unis. L'élection présidentielle aux Etats-Unis a lieu dans moins d'un mois, et Ehoud Olmert doit quitter prochainement son poste de Premier ministre.

La ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, a été élue récemment à la tête du parti au pouvoir, Kadima, et elle essaye de former un gouvernement. Si elle échoue, une nouvelle élection sera organisée dans le pays l'an prochain.

AP

Paris admet et relativise des "contacts" avec le Hamas à Gaza

MSF et Médecins du Monde dénoncent les propos tenus par Kouchner.

Les deux ONG Médecins sans frontières (MSF) et Médecins du Monde ont dénoncé, mardi 7 octobre, les propos tenus dimanche à Jérusalem par Bernard Kouchner.

Le ministre des affaires étrangères français avait déclaré devant la presse israélienne : *"Officiellement, nous n'avons aucun contact avec le Hamas mais officieusement, il y a des organisations internationales qui entrent dans la bande de Gaza, en particulier des ONG françaises qui nous donnent des informations."*

LEMONDE.FR avec AFP

07.10.08

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2008/10/07/msf-et-medecins-du-monde-denoncent-les-propos-tenus-de-kouchner-a-jerusalem_1104226_3218.html#ens_id=1103299

Archive : Paris admet et relativise des "contacts" avec le Hamas à Gaza

Médecins sans frontières "s'insurge" dans un communiqué contre ces propos et accuse le ministre, l'un des fondateurs de l'organisation, d'entretenir la "confusion" entre sphère politique et humanitaire. MSF "est l'une des ONG françaises travaillant dans les territoires occupés palestiniens et notamment dans la bande de Gaza", indique-t-elle, et affirme "n'avoir jamais communiqué d'informations politiques – officielles ou officieuses – concernant le Hamas, ou tout autre acteur politique palestinien, au ministère des affaires étrangères français". "MSF a fait le choix politique de l'indépendance financière en refusant tout financement de la part du gouvernement français", rappelle-t-elle.

Pour Médecins du Monde, dont M. Kouchner fut un des fondateurs après son départ de MSF en 1979, les propos tenus par le ministre sont "non seulement inexacts mais dangereux". "Ils jettent la suspicion sur les pratiques des ONG françaises" et "exposent surtout les équipes humanitaires dans les territoires mais également au Moyen-Orient à d'éventuelles réactions et risquent de compromettre les activités en cours".

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Otan

Un dirigeant de l'ONU affirme que la question palestinienne représente le grand échec de l'ONU

Le président de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Père Miguel d'Escoto Brockman, a dit lors de sa 63^e tournée : "Il est tragique que nous ne réussissons pas à créer un État palestinien, malgré les annonces de l'ONU de l'établissement d'un État palestinien sur les terres palestiniennes, ce qui était considéré comme une "mission sacrée", en plus de la résolution n° 181 de l'Assemblée générale qui a été approuvée en 1947, chose qui montre que l'ONU a complètement échoué dans sa mission".

Il a dit lors d'une réunion organisée par le bureau de coordination du mouvement des pays non alignés, vendredi 3/10, à l'occasion du soixantième anniversaire de la Nakba, en présence d'un grand nombre de responsables à l'ONU et d'ambassadeurs, que le droit des peuples à l'autodétermination est un principe fondamental dans la Charte des Nations Unies, qui est l'un des droits inaliénables de l'homme pour tous les peuples.

Brockman a indiqué qu'il est regrettable que le peuple palestinien continue de lutter après plus de soixante ans, depuis 1948, pour réaliser son droit à l'autodétermination qui est le sort des millions de Palestiniens qui vivent toujours en exil, ainsi que des réfugiés dans des camps ou dans la diaspora, en attente de la récupération de leurs droits légaux dont le droit au retour, la justice et la création d'un État palestinien indépendant.

L'invalidité ou l'absence de volonté pour mettre en œuvre plusieurs résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité durant des années a aggravé la souffrance du peuple palestinien et a complètement détérioré sa situation qui est devenue la plus tragique dans toute l'histoire.

5/10

CPI

5 Médias/Vidéos

5-1 Une tranquillité précaire dans les Territoires palestiniens.

Écouter 02 min

La situation est meilleure qu'avant si on la compare à il y a un an, mais elle n'est pas merveilleuse, pas comme on veut : il y a toujours des incursions, les Israéliens font ce qu'ils veulent, effraient les enfants, c'est presque comme d'habitude. »

Le ministre français des Affaires étrangères a achevé, ce 5 octobre 2008, une visite en Israël et dans les Territoires palestiniens. Lors de la conférence des donateurs pour la Palestine où Bernard Kouchner était présent, Israël avait accepté que l'Union européenne puisse former des policiers palestiniens. La Mission européenne, Eucops, les a ainsi formés aux techniques françaises du maintien de l'ordre. Ainsi à Jénine, en Cisjordanie, les progrès en matière de sécurité sont visibles...

Catherine Monnet

[06/10/2008

http://www.rfi.fr/actufr/articles/106/article_73191.asp

5-2 Gérard Eizenberg: A propos de "désinformation".

Les "réinformateurs" qui disent lutter contre la désinformation désinforment sur Shalom Arshav. Démontage d'un "reportage" de Guysen TV. NdT

4 octobre 2008

Un clip vidéo circule en ce moment, par mails et sur de nombreux sites juifs francophones.

Ce clip est un "reportage" réalisé par Guysen TV, chaîne israélienne francophone militante, positionnée clairement à droite.

Objectif déclaré du reportage (toutes les citations sont extraites du clip) : *"Faire le point sur la désinformation, chez les jeunes en particulier", et "surtout faire le point sur l'action de Shalom Arshav [1], son idéologie et quelques-uns de ses représentants."*

Donc, Guysen, comme beaucoup d'autres, lutte contre cette fameuse désinformation qui salit systématiquement Israël.

A ses yeux, l'un des vecteurs principaux de la désinformation est bien entendu Shalom Arshav.

Comment l'équipe de Guysen TV s'y prend-elle ?

Elle se rend sur les lieux d'une manifestation de Shalom Arshav devant Hebron.

On suppose que cette manifestation a été organisée pour protester contre la colonisation dans le quartier juif de Hebron, mais on n'en saura pas plus, ce n'est pas le sujet, le sujet, c'est : Shalom Arshav désinforme. De plus, les images paraissent anciennes, sur les pancartes, on lit des interpellations dirigées contre Amir Peretz, ancien ministre de la défense, qui a démissionné après la guerre du Liban.

Là, elle choisit parmi les manifestants un jeune gars pas très malin (vaut mieux), et francophone.

Le sujet est construit autour de ses déclarations.

Ledit jeune gars, parfaitement inconnu et dont il est peu probable qu'il soit membre de notre mouvement vu ce qu'il raconte, mais qui se trouvait là, fera donc office à lui tout seul de ces *"quelques-uns de ses représentants"* annoncés en intro.

Il y avait très probablement des représentants de Shalom Arshav sur place, mais pourquoi se fatiguer à les interviewer, ce qu'un reportage normal se serait donné la peine de faire ? Ils ne parlent pas français ? Guysen a les moyens de sous-titrer des images, cela est démontré tout le temps. Mais il ne s'agissait pas d'un "reportage" mais d'une thèse à charge dont l'objectif politique était annoncé dès le début. Ce jeune gars était une aubaine.

Le sujet démarre très fort.

Le jeune affirme que les Qassam, c'est *"cinq boîtes de conserve avec des clous dedans et un peu de poudre."* Suivent, en montage alterné, des images des dégâts causés par ces boîtes de conserve et de deux enfants israéliens tués.

Le reportage sera d'ailleurs dédié à leur mémoire.

Puis on passe à Hebron.

Là, notre personnage principal parle de colons habitant au 1er étage d'un immeuble et qui jettent leurs ordures sur des Palestiniens habitant au rez-de-chaussée. *"Curieux de vérifier les assertions du jeune militant au sujet des violences supposées de Hebron, des reporters de Guysen TV se sont rendus dans la Ville Sainte (le vocabulaire est important) pour y mener leur enquête."* Parce que, attention, on fait de l'info, hein, alors on « enquête ». *"Ils ont cherché (...), de tels bâtiments n'existent pas. De telles humiliations ne se pratiquent pas. Mais de telles légendes continuent de circuler, participant de la création du mythe du juif conquérant et dominateur."*

Enfin, le jeune militant fait part de ses idées sur un Etat juif.

Il est contre, c'est son droit, mais ce n'est pas la position de Shalom Arshav.

Il dérive enfin sur des considérations fumeuses sur la lutte des classes et un prétendu eugénisme dont on se demande ce qu'elles viennent faire là.

Cela n'avait rien à voir avec la manifestation ni les Qassam, mais on n'allait pas se priver d'une telle aubaine en les coupant au montage.

De nouveau, en contrepoint, on a droit à des images de soldats de Tsahal *"qui passent trois ans de leur vie pour garantir la paix et la sécurité aux Israéliens et pour toutes les populations qui vivent sur la Terre d'Israël"* (idem, attention au vocabulaire). (...) *"Leur éthique de comportement est bafouée, leur image est salie. Quant à leur mission, comment peut-elle être relayée, voire comprise, avec un tel niveau de désinformation ?"*

Enfin, des photos des enfants israéliens tués par des Qassam défilent sur un fond noir.

C'est ce que Guysen TV appelle faire du journalisme d'investigation.

Un point en particulier : le commentateur de Guysen affirme tranquillement au sujet de Hebron : *"De telles humiliations ne se pratiquent pas."*

Il semble que les "journalistes" de Guysen vivent sur une autre planète, la presse israélienne (et pas seulement Ha'aretz), la télévision et les médias en général donnant souvent des infos sur ces humiliations.

Hypothèse en passant : s'ils n'ont pas trouvé d'immeuble où vivent des colons au premier étage et des Palestiniens au rez-de-chaussée, il peut y avoir une explication relativement simple : ces Palestiniens sont partis, car le cœur de Hebron se vide peu à peu de ses habitants palestiniens, harcelés continuellement par les colons juifs, parmi les plus extrémistes de Cisjordanie.

Mais cela, bien sûr, Guysen ne veut pas en parler. Un exemple d'article (entre beaucoup d'autres) qui décrit la situation : "Les colons de Hebron : la honte ordinaire" Des articles comme celui-ci, il y en a eu dans tous les journaux israéliens, sans parler des reportages sur les différentes chaînes de télévision. Mais Guysen, semble-t-il, ne lit pas la presse et ne regarde pas la télévision.

Voilà comment ceux qui disent lutter contre la désinformation utilisent les techniques de propagande les plus grossières sans aucun état d'âme. Salissons Shalom Arshav, ces traîtres, il en restera bien quelque chose. Et il y a des gens pour avaler ça...

[1] Note aux lecteurs hébraïsants : une fois pour toutes, nous savons comment s'écrit Arshav en hébreu. Le "r" d'Arshav est un compromis qui a donné lieu à des soirées de débats passionnés entre nous.

Nous sommes tombés d'accord (ou à peu près, il reste au moins une puriste) sur le fait que toutes les autres graphies envisageables en français étaient pires.

Source : [Liste de diffusion La Paix Maintenant](#)

<http://www.lapaixmaintenant.org/...>

6 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

6-1 Les Palestiniens luttent au nom de toute la nation.

La Palestine occupe une place particulière dans mon cœur. Je crois que c'en est de même pour la majorité du peuple turque, dit l'activiste turque Mme Nivine Aydine.

J'ai pris conscience de la cause palestinienne après une tournée dans les camps de réfugiés palestiniens. J'ai alors bien compris l'essence de la question palestinienne. C'est une question très très grave, dit Nivine Aydine. Notons que Nivine Aydine est une activiste turque dans des domaines sociaux et féministes, entre autres. Heureusement, les Palestiniens ont réussi à garder vivant l'espoir au retour à leur patrie. Soixante ans plus tard, le droit au retour est plus vivant.

Nivine Aydine insiste à dire : "Le peuple palestinien ne lutte pas pour lui-même uniquement. Il lutte au nom de toute la nation. En protégeant la ville d'Al-Quds, il protège Istanbul.

Parmi les suggestions proposées, il y a les programmes de visites à rendre aux camps de réfugiés palestiniens de Syrie. C'est un pas vers le renforcement des liens entre les deux peuples, palestinien et turc. Il renforce également l'espoir chez ces réfugiés palestiniens. Il donne aussi aux Turcs une vraie image des camps.

Nivine Aydine :

02/10

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5147

6-2 Dialogue interpalestinien.

Une délégation du Hamas s'est rendue mardi en Egypte pour des discussions avec des responsables égyptiens en vue du dialogue interpalestinien de réconciliation prévu prochainement au Caire.

La délégation du Hamas, qui sera présidée par le numéro deux de son bureau politique basé à Damas, Moussa Abou Marzouk, comprend des chefs du mouvement dans la bande de Gaza, notamment Mahmoud Zahar, Saïd Siam et Khalil Al-Hayya. Ces trois derniers ont franchi à la mi-journée le terminal frontalier de Rafah à destination du Caire, a constaté un photographe de l'AFP.

"Nous arriverons aujourd'hui au Caire et commencerons demain les rencontres avec les frères égyptiens", a déclaré à l'AFP M. Zahar, le plus influent dirigeant du Hamas à Gaza. Leur principal interlocuteur sera le chef du service des Renseignements égyptien, le général Omar Souleimane.

Des responsables égyptiens se sont entretenus ces dernières semaines avec des représentants des différentes factions palestiniennes pour préparer le dialogue censé mettre fin à la crise née de la violente prise de pouvoir par le Hamas à Gaza en juin 2007 au détriment du Fatah, le parti du président Mahmoud Abbas. Ce dialogue est prévu pour début novembre mais pourrait être avancé si les différents partis en conviennent, selon des responsables palestiniens.

M. Zahar a affirmé que le Hamas "fera tout pour assurer le succès du dialogue", tout en excluant des concessions de son mouvement sans contrepartie.

"Le but de ces rencontres est de revenir à la situation géographique, politique et administrative qui prévalait (avant la prise de contrôle de Gaza par le Hamas) mais pas à n'importe quel prix", a-t-il prévenu.

Le Fatah estime que le dialogue doit déboucher sur la formation d'un gouvernement de consensus chargé de préparer de nouvelles élections présidentielle et législatives dans les territoires palestiniens.

Le Hamas, qui domine le Parlement palestinien élu en janvier 2006 pour quatre ans, veut pour sa part une nouvelle élection présidentielle seulement.

Le chef du groupe parlementaire du Fatah, Azzam Al-Ahmad, a affirmé à la presse à Ramallah que son mouvement était favorable à la mise en place d'un "gouvernement transitoire de consensus national" et refuserait un gouvernement d'union avec le Hamas.

"Un tel gouvernement ne pourra être formé qu'après la tenue d'élections présidentielles et législatives", a-t-il affirmé, accusant le Hamas de "poser une nouvelle condition chaque jour" avant le dialogue.

Les députés du Hamas ont annoncé lundi lors d'une réunion à Gaza qu'ils ne reconnaîtraient plus Mahmoud Abbas comme président de l'Autorité palestinienne après le 8 janvier, estimant que son mandat expire à cette date.

La loi fondamentale, Constitution de l'Autorité palestinienne, invoquée par le Hamas, fixe à quatre ans le mandat du président de l'Autorité palestinienne et M. Abbas a été élu le 8 janvier 2005.

La loi électorale, sur laquelle s'appuie le Fatah, stipule elle que les élections présidentielle et législatives doivent se tenir en même temps, ce qui reviendrait à proroger le mandat de M. Abbas d'un an, puisque le Parlement actuel dominé par le Hamas avait été élu en janvier 2006 pour quatre ans.

Après plusieurs mois de coexistence houleuse au pouvoir avec le Fatah, le Hamas s'était emparé de la bande de Gaza en juin 2007 mais continue officiellement de reconnaître M. Abbas comme président légitime de l'Autorité palestinienne.

<http://www.romandie.com/infos/news2/081007142708.gwyt587c.asp>

6-3 Des Palestiniens attaquent Israël en justice.

Pour la première fois dans l'histoire des confiscations de terres privées palestiniennes, cinq Palestiniens attaquent l'Etat d'Israël en justice pour ne rien avoir entrepris pour leur rendre leur terre, sur laquelle se trouve aujourd'hui l'avant-poste illégal de Migron.

Maître Michaël Sfar représente cinq Palestiniens des villages de Burka et Dir Dibwan. Il a déposé la plainte dimanche auprès du Tribunal d'instance de Jérusalem.

Migron a été établi en 1999 sur le faux prétexte de construire une antenne près de l'implantation d'Ofra. En 2001, pendant la seconde Intifada, ses fondateurs y ont installé leurs mobiles homes puis ont construit des structures permanentes en 2003. Aujourd'hui, il s'y trouve plus de 60 mobiles homes et deux structures permanentes, d'après Sfar. Quarante-trois familles y vivent.

Le gouvernement serait impliqué de près dans le développement de Migron.

Le ministère de la Construction et du Logement aurait alloué 4 325 millions de shekels à son infrastructure.

D'après Sfar, en réponse à une plainte déposée par les propriétaires palestiniens le 30 janvier 2006, le gouvernement a confirmé que la terre sur laquelle Migron repose est palestinienne, que l'avant-poste est illégal, qu'un ordre de démolition de toutes les constructions et une interdiction de bâtir sur ce terrain ont été publiés.

En réalité, au lieu d'évacuer l'avant-poste, le gouvernement a tenté cet été, avec l'autorisation de la Haute Cour de justice, de parvenir à des accords avec le Conseil des communautés juives de Judée-Samarie et de Gaza pour relocaliser Migron sur un site voisin. Le Conseil a jusqu'au 6 novembre pour choisir son nouvel emplacement et trouver un logement à ses habitants.

Les familles pourront rester jusqu'à la construction de leurs nouvelles maisons sur ce site alternatif. Ce n'est qu'à ce moment que l'avant-poste sera évacué.

Mais les familles n'ont pas l'intention de partir. Elles considèrent que leur présence à Migron et les investissements faits par le gouvernement sont les preuves qu'il prévoyait d'autoriser l'existence de cet avant-poste. Elles affirment aussi avoir acheté une partie du terrain, question également débattue au tribunal.

The Jerusalem Post

Par JPOST.COM

10.06.08

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1222017471720&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

6-4 Karima... En terre de Palestine, s'accrocher à la vie est aussi un acte de résistance .

Karima(*) Abu Dalal, 30 ans, attendait l'autorisation de se rendre en Cisjordanie pour une deuxième transplantation de moelle osseuse, après une rechute de la leucémie qui s'était déclarée après la naissance de son fils.

Karima, originaire du camp de réfugiés de An-Nuseirat, au centre de la bande de Gaza, a appris qu'elle était atteinte de leucémie après la naissance de son fils Ahmad, il y a trois ans.

Sa maladie s'est rapidement étendue et elle n'a jamais pu allaiter son enfant.

A 26 ans elle a subi une première greffe de moelle en Egypte ; six mois plus tard un rejet chronique du tissu transplanté s'est produit et depuis sa santé s'est rapidement dégradée.

Maher, le mari de Karima l'a amenée dans un hôpital de Naplouse, au nord de la Cisjordanie, qui s'était récemment équipé pour les greffes de moelle osseuse. On l'a préparée pour une deuxième intervention chirurgicale.

Alors que les tests de compatibilité se poursuivaient et que la santé de Karima continuait à se détériorer, craignant la mort, elle a voulu revenir à Gaza afin de pouvoir dire adieu à son enfant et à sa famille.

Après cette visite, Maher a voulu la ramener à l'hôpital de Naplouse où l'opération était planifiée. Mais quand ils sont arrivés au point de passage entre Gaza et Israël, les autorités israéliennes l'ont empêchée de passer.

Informés de cet événement, plusieurs organisations humanitaires israéliennes et Médecins sans Frontières sont intervenus. Ils ont transmis des rapports sur l'état de santé très grave de cette femme et des lettres de recommandation.

Les Israéliens ont maintenu leur refus, affirmant que, selon leurs « informations sécuritaires », Karima allait commettre un attentat à la bombe une fois qu'elle serait en Israël.

Des rapports supplémentaires produits par des médecins israéliens et internationaux ont été envoyés aux autorités militaires, expliquant que Karima était incapable de se tenir debout, et donc bien évidemment incapable de prévoir et de commettre un attentat en Israël.

Les services de sécurité et de renseignement israéliens ont réaffirmé que la femme représentait un danger sécuritaire pour Israël.

« Ce qui me blesse le plus c'est la fausseté de leurs informations. » dit Maher.

Il déclare avoir fait des demandes pour aller en Jordanie, comme alternative de traitement pour sa femme. Il affirme avoir déposé six recours auprès des tribunaux israéliens pour faire appel de la décision des autorités militaires et pour obtenir la permission de faire passer Karima par le point de passage d'Erez situé au nord de la bande de Gaza.

La raison qui lui était donnée à chaque fois, pour lui refuser l'autorisation de quitter Gaza et l'accès au traitement pour sa femme fut : « Informations top secrètes des services de renseignements israéliens »

En ce dimanche 5 octobre 2008, Karima fut déclarée cliniquement morte dans un hôpital de Gaza.

Pas trop loin de cet hôpital, toujours en terre occupée de la Palestine, un ministre, celui des affaires étrangères de France, celui qui prétend être un grand défenseur des droits de l'homme, préfère passer sous silence de marbre, devant ces actes criminels perpétrés quotidiennement par l'entité sioniste.

Cette dernière lui est si chère, au point de n'avoir comme souci que l'arme nucléaire iranienne.

Qu'importe le silence de ce ministre puisque Karima vit dorénavant en nous, renforçant ainsi notre détermination à résister...

(*) Le nom Karima signifie "généreuse" en arabe

Raymond RICHA

6 octobre 2008

<http://libanresistance.blogspot.com/2008/10/karima.html>

6-5 L'extrême droite israélienne.

L'attentat contre le professeur Zeev Sternhell, l'une des principales figures du camp de la paix en Israël, est pris très au sérieux par la classe politique.

Prix Israël 2007, l'historien Zeev Sternhell, l'un des fondateurs du mouvement Shalom Akhshav, La Paix maintenant, a été la cible d'un attentat à la veille de Rosh Hashanah, la nouvelle année juive. Un engin piégé a explosé devant sa maison, le blessant légèrement et causant quelques dégâts matériels. L'intense émotion populaire suscitée par cet acte en Israël dépasse de très loin le caractère anodin des dommages causés au domicile de cet éminent chercheur en sciences politiques, connu pour ses condamnations très fermes de la colonisation juive en Cisjordanie.

Les milieux sécuritaires israéliens craignent en effet que cet attentat ne signe la renaissance d'un mouvement terroriste juif analogue à celui qui s'était manifesté au début des années 80. Ce mouvement avait été le terreau sur lequel avaient prospéré différents militants extrémistes dont le plus tristement célèbre fut un jeune juif religieux, Yigal Amir, le meurtrier du Premier ministre Yitzhak Rabin en novembre 1995.

Pour les spécialistes de l'extrême droite nationaliste israélienne, le risque est grand de voir celle-ci connaître une nouvelle dérive du fait de sa radicale impuissance à se faire entendre dans le jeu politique. La multiplication des incidents entre les colons juifs de Cisjordanie et l'armée en serait l'un des indices les plus sérieux. Commandant de la région Centre, le jeune général Gadi Shamni, âgé de 40 ans, a accordé au quotidien libéral et pacifiste israélien Haaretz une interview dans laquelle il dénonce l'irresponsabilité des colons juifs. Selon Gadi Shamni, quelques petits groupes de militants radicaux échapperaient totalement au contrôle des dirigeants de Yesha, la façade officielle du mouvement des implantations. Ils seraient déterminés à commettre une série d'attentats contre des personnalités du camp de la paix israélien.

Pour les spécialistes, il faut y voir la conséquence de l'échec de l'extrême droite à peser sérieusement sur la vie politique israélienne.

Les mouvements ultra-nationalistes avaient longtemps tablé sur la tenue d'élections législatives anticipées dont le chef du Likoud, Benyamin Netanyahu, était donné grand favori. Or, cette perspective semble s'estomper depuis la démission de Ehoud Olmert de ses fonctions de

Premier ministre et la nomination, à la tête de Kadima, de Tzipi Livni, la très populaire ministre des Affaires étrangères. Contrairement à toute attente, celle-ci pourrait bien être en mesure de constituer, au lendemain des fêtes d'automne, un gouvernement disposant d'une solide majorité à la Knesset. Bien que soumise aux pressions contradictoires du Shass, du Parti travailliste et des faucons de Kadima réunis autour de Shaül Mofaz, Tzipi Livni n'a pas caché sa volonté de tout faire pour parvenir à un accord de paix avec l'Autorité palestinienne.

Cet accord présuppose la création d'un Etat palestinien ayant pour capitale la partie orientale (les quartiers musulman, chrétien et arménien) de Jérusalem et la rétrocession de la quasi-totalité de la Cisjordanie. Des blocs des principales implantations seront annexés en Israël moyennant différentes concessions territoriales. Ce schéma semble faire l'objet d'un quasi-consensus chez les membres de la future coalition même si le Shass entend chèrement monnayer les concessions qu'il pourrait être conduit à faire. Au Likoud, l'on se préoccupe moins de combattre le futur gouvernement que de préparer la succession de Benyamin Netanyahu si sa stratégie de maintien à tout prix dans l'opposition s'avérait être un échec.

Certains des habitants des implantations juives de Cisjordanie ont tiré les leçons des événements. Voilà trois ans qu'ils s'efforcent de présenter tout retrait israélien des territoires comme une catastrophe. Mais ils ne

parviennent pas à susciter le moindre écho dans l'opinion publique israélienne.

Faute de perspectives politiques, leurs partisans les plus radicaux sont prêts à jouer la carte du pire et à se lancer dans une escalade de la violence particulièrement dangereuse. L'attentat contre le professeur Zeev Sternhell constituait de ce point de vue un avertissement que le gouvernement israélien prend très au sérieux. Car, la fois suivante, cette violence pourrait viser l'un de ses membres et non pas un simple intellectuel.

9 octobre 2008. –

Aujourd'hui le Maroc

<http://www.aujourd'hui.ma/international-details64307.html>

6-6 Affrontements entre juifs et arabes à Saint-Jean-d'Acre.

Plusieurs dizaines de voitures et de magasins ont été endommagés lors d'affrontements entre juifs et arabes à Saint-Jean-d'Acre dans la nuit de mercredi à jeudi alors qu'était célébré le Yom Kippour.

Les violences ont débuté lorsque un habitant arabe de la ville est entré avec sa voiture dans un quartier oriental de la ville où il affirme habiter alors que la célébration du Yom Kippour, le jour du Grand Pardon, avait commencé.

Durant le Yom Kippour, les juifs n'ont pas le droit de circuler en voiture et cette interdiction d'ordre religieux est massivement respectée en Israël, beaucoup plus que durant le Shabbat.

Un groupe de jeunes juifs qui accusaient l'automobiliste arabe de faire volontairement du bruit, l'ont insulté puis agressé.

Alertés, des jeunes arabes sont arrivés sur place et s'en sont alors pris à des dizaines de voitures en stationnement et de devantures des magasins juifs qui étaient fermés.

Plusieurs centaines d'habitants arabes notamment de la vieille ville de Saint-Jean-d'Acre se sont ensuite rassemblés dans la rue Ben Ami, la principale rue commerciale de la ville.

La police a alors recouru à la force pour disperser la foule et rétablir l'ordre.

Selon la police, cette "altercation isolée à son origine a pris de l'ampleur à la suite de l'implication de bandes de juifs et arabes".

Rappelons que Saint-Jean-d'Acre compte un tiers d'Arabes et deux tiers de Juifs.

Actuellement, de nombreux renforts sont arrivés dans la ville et le niveau d'alerte est à son maximum dans la localité et les environs.

Réactions :

Le Premier ministre démissionnaire Ehud Olmert a pour sa part lancé un appel au calme dans un communiqué. "La co-existence pacifique entre juifs et Arabes est essentielle, il faut tout faire pour permettre aux deux communautés de vivre côte à côte et calmer les esprits", a affirmé Ehud Olmert.

Le chef d'Israël Beitenou, un parti d'extrême-droite d'opposition, Avigdor Lieberman, a pour sa part appelé à la répression contre les Arabes israéliens "qui se sont lancés dans une nouvelle Intifada au coeur même d'Israël en se livrant à des pogromes".

Un autre député ultra-nationaliste Arieh Eldad a lui aussi dénoncé les "pogromes arabes" en ajoutant: "il ne faudra pas s'étonner si les juifs s'arment pour se défendre alors que la police ne fait rien pour les protéger".

Le député arabe israélien d'opposition, Abbas Zkoor, avait pour sa part appelé dès mardi le ministre de la Sécurité intérieure, Avi Dichter, à ordonner le déploiement de forces de l'ordre à Saint-Jean-d'Acre durant le Yom Kippour pour empêcher les jets de pierres contre des voitures conduites par des Arabes.

"En dépit de nombreuses plaintes déposées dans les commissariat, la police n'a pas pris des mesures pour empêcher ces rassemblements racistes", avait déploré le parlementaire. Il a également demandé au Grand Rabbin d'Israël sépharade (juifs orientaux), Shlomo Amar, de condamner ce genre d'agressions "qui contreviennent certainement aux principes de base du judaïsme".

09.10.2008

NOUVELOBS.COM &

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/proche_moyenorient/20081009.OBS4987/affrontements_entre_juifs_et_arabes_en_plein_yom_kippou.html

7 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

7-1 Point de vue de Daniel Levy : Appel à une « initiative Livni »

Ndlr :La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage ce point de vue mais doit être vu comme information.

Tzipi Livni n'est pas encore Premier ministre d'Israël, mais il est probable qu'elle le sera bientôt.

Une proposition d'initiative à la fois réaliste (fondée sur le plan de paix de la Ligue arabe) et qui sort de l'impasse d'Annapolis et de l'option désastreuse de l'unilatéralisme.

Pas certain que Livni en adoptera les principes, mais sait-on jamais, au Proche-Orient ?

Si Tzipi Livni devient le prochain Premier ministre d'Israël, elle apportera à cette fonction la conscience qu'il est urgent de parvenir à une solution globale avec les Palestiniens sur la base de deux Etats. Cela, en soi, la distingue de ses deux principaux rivaux. Benjamin Netanyahu, le leader du Likoud, ne veut pas entendre parler de deux Etats viables et indépendants. Le travailliste Ehoud Barak semble tout faire pour ne pas y arriver.

Tzipi Livni va hériter du processus de paix d'Annapolis, et là commencent ses problèmes. Annapolis repose sur un édifice logique vicié et brisé. Mais il est possible que Livni, parce qu'elle s'est beaucoup investie dans ces derniers pourparlers, ne puisse pas reconnaître ces défauts et qu'elle incline à poursuivre dans cette voie.

Il est également peu probable qu'elle considère favorablement les autres options à sa disposition : le maintien du statu quo ou le retour à l'unilatéralisme. Les raisons de rejeter le statu quo sont évidentes : la continuation de l'occupation menace les intérêts et l'avenir d'Israël, et elle est intenable.

La question de l'unilatéralisme (rassurez-vous, elle reviendra à l'ordre du jour) est plus complexe. Il est devenu très impopulaire, difficile à vendre à l'opinion, et cela pour de bonnes raisons. Mais réfléchissez au scénario suivant : les discussions avec les Palestiniens sont bloquées ou dérapent, la menace plane d'un appel palestinien unifié en faveur d'un Etat binational, Israël doit agir et souhaite le faire dans des termes que lui seul dictera.

Et revoilà l'unilatéralisme.

Il est même possible que la panique qui se répand à l'heure actuelle sur les dangers d'une campagne en faveur d'un Etat binational soit conçue pour préparer le terrain à un retour à l'unilatéralisme. L'institut Re'out a été jusqu'à faire circuler un plan où Israël tente d'imposer un Etat palestinien aux frontières provisoires dans une partie de la Cisjordanie. Instinctivement, Livni est opposée à cet unilatéralisme, et ces plans sont réellement une très mauvaise idée. L'opposition des Palestiniens est quasi garantie, les perspectives de sa pérennité seraient très faibles, le soutien de la communauté internationale serait fort peu probable, et les auteurs du plan de Re'out reconnaissent eux-mêmes, faisant preuve d'honnêteté intellectuelle, que leur plan reviendrait en gros à créer des bantoustans à la sud-africaine, de sinistre mémoire.

Cela signifie-t-il que le processus d'Annapolis soit la seule option dont dispose Livni ?

Elle, ses négociateurs et leurs homologues palestiniens sont des gens sérieux, ils discutent de vraies questions, ils font même des progrès, mais ils ne réussiront pas, car l'approche est viciée à la base.

Aujourd'hui, l'interlocuteur palestinien manque de la légitimité intérieure nécessaire pour conclure et « vendre » un accord. Quand Israël parle de renforcer le partenaire, cela ne fait que le faire paraître plus faible, en particulier devant la réalité de l'expansion des colonies, des restrictions à la liberté de circulation, ainsi que la perception qu'a la population que l'Autorité palestinienne commence à ressembler à un sous-traitant de la sécurité d'Israël. Des officiels israéliens ont déclaré ouvertement que tout accord conclu ne serait en aucun cas appliqué sans conditions préalables, conditions parfaitement inapplicables. Nombreux sont ceux qui, au Fatah, sans même parler du Hamas, se révoltent contre ce paradigme.

Alors, une Livni Premier ministre est-elle condamnée à la paralysie ?

Pas nécessairement. Il y a une alternative, appelons-la « l'initiative Livni ».

On peut considérer qu'une réponse d'Israël à l'initiative de paix de la Ligue arabe constituerait en elle-même un nouveau défi. A l'initiative de Livni, Israël annoncerait qu'il est disposé à se retirer sur les lignes de 1967, y compris à Jérusalem, à évacuer les colonies en conséquence, et à mettre fin définitivement à l'occupation.

Cette initiative irait bien plus loin que le langage vague qui parle de « concessions douloureuses » et de « deux Etats ». Elle serait explicite, y compris à travers un engagement à mettre en œuvre réellement une « dé-occupation » selon un calendrier prédéfini. Israël réclamerait des modifications mineures et réciproques, sur la base d'1 km² contre 1 km², aux frontières de 67 (pour y englober une majorité de colons), des arrangements particuliers concernant la Vieille Ville de Jérusalem, et des modalités de sécurité raisonnables (sans qu'elles soient une liste d'exigences qui videraient le futur Etat de Palestine de ses attributs de souveraineté). Tout en faisant preuve de compréhension à l'égard des souffrances des réfugiés palestiniens, Israël insisterait sur un programme international de réhabilitation et d'indemnisation où ces réfugiés, en pratique, seraient relogés en dehors d'Israël et tout particulièrement dans le nouvel Etat de Palestine.

Cette initiative ne serait pas envoyée à une seule adresse. Israël jetterait le gant aux Palestiniens, aux Etats-Unis, aux Etats arabes, au quartet du Moyen-Orient et à la communauté internationale dans son ensemble. Israël ne dicterait ni n'opposerait de veto sur l'identité du partenaire, mais stipulerait qu'une réponse acceptable devra être constituée de trois éléments : un partenaire fort et légitime avec qui définir et tracer la frontière exacte et les arrangements sur Jérusalem ; une mise en œuvre détaillée du plan pour répondre aux inquiétudes légitimes d'Israël pour sa sécurité et pour pouvoir prévoir ce à quoi ressembleront la sécurité et la gouvernance dans la zone dé-occupée ; une reconnaissance de la légitimité et de la finalité du résultat [fin des revendications, ndt].

Une réponse effective entraînerait probablement une recomposition des alliances chez divers acteurs. Une OLP reconstituée par un accord Fatah - Hamas pourrait être un acteur majeur, la Ligue arabe, comme les Nations unies et même l'Union européenne, pourraient en accepter des éléments-clés. Certaines composantes de l'initiative [en particulier financières, ndt] exigeraient un engagement fort de la part des Etats-Unis [1].

Pareille offre susciterait probablement un vrai débat chez les Palestiniens et leurs dirigeants politiques, à Gaza, en Cisjordanie et au-delà, mais même sans cela, les Etats arabes ou les Nations unies pourraient

provisoirement remplir le vide et, avec d'autres, faire partie de la solution, en étant présents sur le terrain et en lui accordant une légitimité internationale.

Israël, bien entendu, devra alors considérer un oui raisonnable comme une réponse.

L'initiative Livni aurait également un autre avantage : elle prouverait qu'Israël peut encore faire preuve de courage et d'audace malgré un système politique dysfonctionnel et de plus en plus discrédité.

A toi de jouer, Tzipi !

[1] Cet article a été écrit avant le gros de la crise financière...

Daniel Levy a été conseiller politique de Yossi Beilin, membre de l'équipe des négociateurs israéliens à Oslo et à Taba, et l'un des principaux artisans israéliens de l'initiative de Genève.

Daniel Levy

Ha'aretz, 3 octobre 2008

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/1026027.html>

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

Source : Liste de diffusion La Paix Maintenant

<http://www.lapaixmaintenant.org/...>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Daniel_Levy.031008.htm

7-2 Point de vue de Jean Claude Lefort : M. Bernard Kouchner est aussi Docteur Folamour.

Un champ de ruines et de morts, un monde dans une guerre mondiale qui résulterait d'une frappe israélienne de l'Iran – voilà ce que le locataire du Quai d'Orsay envisage froidement.

Nous avons eu l'occasion, récemment, de mettre en évidence le fait que le ministre français des Affaires étrangères était atteint d'un syndrome grave, celui du dédoublement de la personnalité. En demandant la libération « sans condition » du franco-israélien, le caporal Gilad Shalit capturé sur son char à Gaza par le Hamas, et en se refusant d'exiger la libération du franco-palestinien, Salah Hamouri condamné pour rien à 7 ans de prison par les autorités israéliennes, il montrait que pour lui il y avait Français et Français. Son sens de l'universalité des droits de l'Homme est du même coup mis en cause fondamentalement et son crédit atteint. Si ce n'était que le sien cela ne serait pas spécialement important, mais c'est que, désormais ministre, c'est le crédit de la France qu'il atteint et qui est atteint. Et cela n'est pas acceptable pas plus que n'était acceptable sa non-condamnation de l'intervention américaine, pourtant hors la loi, en Irak.

Mais avant de rencontrer les dirigeants israéliens le dimanche 5 octobre à Jérusalem, B. Kouchner a commis une déclaration des plus dangereuses. En effet, tout en expliquant que ce n'était pas la « solution », il a toutefois et par avance donné comme un feu vert à Israël pour non pas « manger », ainsi qu'il est écrit curieusement dans une première version, mais « frapper » l'Iran qui se doterait de l'arme nucléaire. Cela, personne ne peut le confirmer ni l'infirmier – M. El Baradeï au premier chef –, ce qui rend légitime le fait que tout le monde demande à ce pays, et exige de ses dirigeants, de respecter les termes du TNP dont l'Iran est signataire. Reste que les déclarations de Bernard Kouchner sont pure folie. Imagine-t-on les conséquences incalculables, pour toute la région mais aussi pour le monde, d'une frappe israélienne contre l'Iran ?

C'est d'autant plus inacceptable qu'Israël, qui dispose de l'arme nucléaire suite à la vente par la France d'une centrale atomique à des fins civiles, n'est pas signataire dudit traité de non-prolifération nucléaire et que ses dirigeants, toutes tendances confondues, s'y refusent catégoriquement. Mais ce pays, comme l'Inde et le Pakistan dans la même situation, possède bien l'arme nucléaire (200 têtes, dit-on) et non seulement il refuse d'adhérer au TNP mais il refuse également de faire du Moyen-Orient une zone exempte de toute arme de destruction massive.

De « l'humanitaire » Bernard Kouchner a une bien curieuse conception. Un champ de ruines et de morts, un monde dans une guerre mondiale qui résulterait d'une frappe israélienne de l'Iran – voilà ce que le locataire du Quai d'Orsay envisage froidement. Ce Docteur Folamour des temps modernes ne doit pas laisser libre cours à sa fantasmagorie « rédemptrice ».

Il serait plus que temps qu'on en tire toutes les conclusions. On ne peut pas laisser la diplomatie française porter le treillis et le M16 en bandoulière, se transformant ainsi en fauteur de guerre dans le monde contemporain. Ce n'est responsable. Ce n'est ni son intérêt ni celui de la planète.

L'esprit de responsabilité doit reprendre place au Quai d'Orsay dont le titulaire ne peut être un adepte de la fameuse formule de Louis XV : « Après moi le déluge ! ». La question est maintenant posée.

Jean-Claude Lefort

Député honoraire

8 octobre

<http://www.france-palestine.org/article9906.html>

7-3 Point de vue de Gideon Lévy : Le tueur de l'année.

A la veille de la fête [du *Nouvel An juif*], une fumée blanche s'est élevée du feu de camp de la tribu : la chaîne d'informations de Canal 2 avait élu « l'Homme de l'Année ». C'est au terme d'une discussion superficielle et absurde, que les commentateurs du média le plus couru et le plus influent du pays ont élu leur homme.

Arguments invoqués par les membres du jury présidé par Emmanuel Rosen, porteur de la nouvelle : « *L'homme qui, au cours de l'année écoulée, n'a fait que de bonnes choses* ».

Et qui est cet homme rare et éminent qui n'a fait que le bien ?

Le **chef du Mossad, Meir Dagan**. Il y avait aussi, parmi les motifs avancés par un Rozen surexcité : « *Un homme qui pourrait, de ses mains, trancher la tête de terroristes avec un cutter... Un exécuteur avec le couteau entre les dents* ».

A l'appui de leur choix, ils ont également présenté une « *prouesse journalistique exceptionnelle* » : la rencontre mise en scène et accablante d'ennui entre notre héros et le Premier ministre sortant [Ehoud Olmert].

Notre télévision évoquait la Corée du Nord et la Roumanie d'autrefois : Ehoud Olmert invitant Meir Dagan, Meirkeh comme l'appelle George Bush, à entrer dans son bureau, les deux hommes étant filmés sans quasiment échanger de paroles.

« *Vous avez bien fait* », a dit Olmert à Rosen. Deux témoins de moralité : d'une part le général de réserve Yossi Ben Hanan qui a raconté que Dagan avait un jour tué un terroriste de ses propres mains, sans bien sûr préciser comment, et que Dagan et lui-même avaient autrefois voyagé ensemble en Extrême-Orient – élément à l'appui de la distinction accordée aujourd'hui. Et d'autre part, le Ministre Benjamin Ben Eliezer qui a déclaré : « *Je ne vous conseille pas de vous approcher de lui... Mais je recommande que votre article soit bon* ». « *En langage de gang : un tueur* », selon le bon mot de Rosen. « *'Exécuteur' est plus joli* », a dit Ben Eliezer, revenant à plus de sobriété.

Par la suite, d'autres lourdes allusions ont encore été semées à propos du bonhomme et de son activité au cours de l'année de son élection : l'assassinat d'Imad Mughniyeh, dont personne n'a encore montré la moindre utilité, d'autres assassinats mystérieux et superflus, et bien sûr ce fameux bombardement en Syrie, autant d'opérations pour lesquelles notre Meirkeh mérite « *au moins dix Prix Israël* ».

Donc notre Homme de l'Année à nous est un tueur déclaré. Au cutter ou à la voiture piégée, tuer est son métier. L'art du tueur est aussi pour nous une source de fierté, le sommet de notre créativité.

Il faut être reconnaissant à Rosen et à ses amis de ce qu'ils n'ont pas même essayé de jouer les vertueux. Pas un intellectuel, pas un scientifique, pas un industriel, pas un écrivain et pas même Meni Mazouz (arrivé en deuxième position), ni Olmert (classé troisième). Dagan est notre tueur de l'année. Le problème, ce n'est pas tant Dagan que le culte qui est rendu à des gens comme lui.

Jamais encore il n'y avait eu à la tête du Mossad un personnage aussi obscur et problématique, avec autant de sang sur les mains ; jamais encore on n'avait songé ici à choisir, parmi toutes les possibilités, précisément un homme à la tête du Mossad comme Homme de l'Année. Je doute qu'il y ait dans le monde un autre pays libre dont les journalistes les plus en vue auraient l'idée de choisir leur homme de l'année au sein de la direction d'une organisation obscure. Il n'y a qu'en Israël.

Il n'y a aussi qu'en Israël qu'il n'est pas possible de donner le détail des méfaits passés de Dagan. Le Gaza des années 70 et le Liban des années 80 sont saturés du sang qu'il a versé. Une enquête accablante menée il y a quelques années par un duo de journalistes dignes de foi sur l'activité de Dagan au Liban n'a jamais été publiée. Au sein de la fine équipe de rêve de la chaîne d'informations de Canal 2, cette enquête aurait seulement renforcé, encore et encore, le culte et la vénération pour le tueur avec un cutter entre les dents.

Nous en sommes là de notre *bestialisation*.

Gideon Lévy

Haaretz, 2 octobre 2008

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

www.haaretz.co.il/hasite/spages/1025719.html

Version anglaise : *Killer of the year*

www.haaretz.com/hasen/spages/1025604.html

7-4 Point de vue de Abdallah Al-Achaal : La nouvelle politique états-unienne.

La coalition aveugle entre les Etats-Unis et Israël est la seule chose qui a porté préjudice aux relations américano-arabes, durant l'ère du président Georges Bush.

De plus, cette même coalition a nui à l'image de Washington dans le monde arabe et en Iran et a empêché Washington de voir ses véritables intérêts, car il travaillait uniquement pour servir les intérêts d'Israël. Les deux candidats à la présidence américaine sont d'accord sur la nécessité de restituer le prestige et l'image des Etats-Unis dans le monde. Une partie de l'amélioration de cette image doit donc se faire dans le monde arabe et surtout dans le domaine du conflit arabo-israélien. Les observateurs essaient de prédire la nature de la politique américaine dans la région dans la période à venir. Dans ce contexte, deux éventualités se présentent. Premièrement, il se peut que les relations américano-israéliennes prennent un autre ton de celui adopté par l'administration de Bush, de sorte à ce que les intérêts américains soient pris en considération et que Washington soit moins impulsif dans la réalisation des caprices israéliens.

Ceci se réalisera si Obama accède au pouvoir. C'est pourquoi la communauté juive ne votera certainement pas pour Obama, bien qu'elle prétende prendre le parti des minorités, exactement comme elle a refusé de voter pour Bush lors de son premier mandat, car elle n'était pas sûre de sa loyauté envers Israël. Quant à McCain, pour lequel cette communauté votera certainement, il suivra probablement la politique de Bush contre les Palestiniens, les Arabes, l'Iran et tous ceux qui mécontentent Israël. Cependant, ses positions seront un peu plus flexibles que les positions idéologiques de Bush envers Israël.

Cette éventualité mènera à un choc entre les Arabes et les Etats-Unis, surtout que les Arabes ressentent qu'ils doivent se montrer suspicieux envers les politiques américaines. Cela à cause de leur incapacité de résoudre la cause palestinienne ainsi que les autres questions-clé de la région. Dans ce contexte, tous les efforts diplomatiques ne pourront embellir la position de Washington à moins qu'il ne déploie de véritables efforts pour la rendre moins contestée.

La seconde éventualité est que la nouvelle administration assimile les leçons de l'échec américain et de la rigueur des positions américaines pro-israéliennes et qu'elle rationalise les relations américano-israéliennes. Ces relations sont la clé du développement des positions américaines entre les Palestiniens, les Arabes et l'Iran. Cette position américaine peut ouvrir la porte à un rôle américain plus constructif pour convaincre toutes les parties du sérieux de Washington et de son impartialité relative. Cette position peut aussi pousser au règlement de tous les dossiers par l'intermédiaire des négociations, y compris le dossier iranien, car de cette manière, Israël peut être sûr d'être la seule force nucléaire acceptée et protégée par les Etats-Unis, après avoir convaincu l'Iran de renoncer pacifiquement à toute ambition nucléaire militaire. L'image de la région, à la lumière de cette éventualité, présentera de nouveaux défis au monde arabe car l'Iran, la Turquie ainsi que d'autres pays de l'extérieur de la région peuvent entrer dans cette image aux dépens de la région et dans le vide laissé par le monde arabe.

Dans cette atmosphère, les évolutions sociales et démocratiques peuvent prospérer dans la région après la disparition de tous les immobilismes. Ce sont ces derniers qui avaient affaibli les chances d'évolution dictées par Washington. Quelle que soit l'orientation de la politique américaine, la place des Arabes restera importante dans l'agenda américain, surtout après l'affaiblissement de la force américaine et l'apparition de nouvelles puissances politiques.

Abdallah Al-Achaal - Al-Ahram/hebdo

Al-Ahram/hebdo

8 octobre

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5183